

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2003 — 2768

[S - C - 2003/09419]

26 MARS 2003. — Loi modifiant la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation, au transit et à la lutte contre le trafic d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 4 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation, au transit et à la lutte contre le trafic d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, modifié par la loi du 25 mars 2003 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. § 1^{er}. Toute demande de licence d'exportation ou de transit visée au présent titre est rejetée lorsque :

1° il apparaît que l'exportation ou le transit contreviendrait gravement aux intérêts extérieurs de la Belgique ou aux objectifs internationaux que poursuit la Belgique;

2° l'octroi de la licence est incompatible avec les obligations internationales de la Belgique et les engagements qu'elle a pris d'appliquer les embargos sur les armes décrétés par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe et l'Union européenne;

3° la sécurité nationale des Etats membres de l'Union européenne et des territoires dont les relations extérieures relèvent de la responsabilité d'un Etat membre, ainsi que celle de pays amis ou alliés, est mise en danger;

4° il existe suffisamment d'indications à l'égard d'un pays destinataire donné :

a) que l'exportation ou le transit y contribuera à une violation flagrante des droits de l'homme, qu'il existe un risque manifeste que le bien dont l'exportation est envisagée serve à la répression interne ou lorsqu'il est établi que des enfants-soldats sont alignés dans l'armée régulière. Il y aura lieu de faire preuve, dans chaque cas et en tenant compte de la nature de l'équipement en question, d'une prudence et d'une vigilance particulières en ce qui concerne la délivrance de licences pour des pays où de graves violations des droits de l'homme ont été constatées par les organismes compétents des Nations Unies, le Conseil de l'Europe ou par l'Union européenne;

b) que l'exportation provoque ou prolonge des conflits armés, aggrave des tensions ou des conflits ou en cas de guerre civile dans le pays de destination finale. Il y a lieu de vérifier la nature des tensions, du conflit ou de la guerre civile et les responsabilités à cet égard avec toute la rigueur qui s'impose, de manière à pouvoir accorder une aide adéquate à des régimes démocratiques dont l'existence est menacée;

c) que l'exportation comporte un risque manifeste que le pays destinataire utilise le matériel en cause de manière agressive contre un autre pays ou pour faire valoir par la force une revendication territoriale;

d) que ce pays soutient ou encourage le terrorisme et la criminalité organisée internationale;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2003 — 2768

[S - C - 2003/09419]

26 MAART 2003. — Wet tot wijziging van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 4 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie, gewijzigd bij de wet van 25 maart 2003 wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. Elke aanvraag tot het verkrijgen van een uitvoer- of doorvoervergunning bedoeld in deze titel wordt verworpen indien :

1° blijkt dat de uitvoer of de doorvoer in ernstige mate strijdig zou zijn met de externe belangen van België of met de internationale doelstellingen die België nastreeft;

2° de verlening strijdig is met de internationale verplichtingen van België en zijn verbintenissen om wapenembargo's van de Verenigde Naties, van de Organisatie voor de Veiligheid en de Samenwerking in Europa en van de Europese Unie te doen naleven;

3° de nationale veiligheid van de lid-Staten van de Europese Unie, van de gebieden waarvan een van de lid-Staten de buitenlandse betrekkingen behartigt, alsmede van bevriende landen of bondgenoten in het gedrang komt;

4° er voldoende aanwijzingen bestaan dat in het land van bestemming :

a) de uitvoer of doorvoer bijdraagt tot een klaarblijkelijke schending van de mensenrechten, er een duidelijk risico bestaat dat de beoogde uitvoer gebruikt wordt voor binnenlandse onderdrukking of waar vast staat dat kindsoldaten ingezet worden in het geregeld leger. Er wordt zeer zorgvuldig te werk gegaan wanneer per geval en rekening houdend met de aard van het materieel, vergunningen worden afgegeven voor landen waar door de terzake bevoegde instanties van de Verenigde Naties, de Raad van Europa of de Europese Unie ernstige schendingen van de mensenrechten zijn geconstateerd;

b) de uitvoer gewapende conflicten uitlokt of verlengt, bestaande spanningen of conflicten in het land van eindbestemming verergert of in geval van burgeroorlog in het betrokken land. Hierbij dient te worden nagegaan wat de aard is van de spanningen, het conflict of de burgeroorlog en de verantwoordelijkheden ervoor zodat voldoende steun kan worden verleend aan democratische regimes wiens bestaan bedreigd wordt;

c) de uitvoer bijdraagt tot een duidelijk risico dat het ontvangende land het bedoelde materieel voor agressie jegens een ander land gebruikt of er kracht mee wil bijzetten aan territoriale aanspraken;

d) het terrorisme en de internationaal georganiseerde criminaliteit wordt gesteund of aangemoedigd;

e) qu'il existe un risque grave de détournement de l'équipement à l'intérieur du pays de destination ou que le pays a démontré qu'il ne respecte pas la clause de non-réexportation.

§ 2. Il sera tenu compte de la capacité technique et économique du pays destinataire, des besoins légitimes des Etats en matière de sécurité et de défense, et du fait qu'il est souhaitable que les Etats répondent à ces besoins en consacrant un minimum de ressources humaines et économiques aux armements. »

Art. 3. Un article *4bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

Art. 4bis. La Belgique diffusera, par la voie diplomatique, des précisions sur les licences refusées pour des équipements militaires conformément au code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportations d'armements, en indiquant les motifs du refus. Les précisions à communiquer figurent à l'annexe A dudit code européen sous la forme d'un formulaire.

Avant d'accorder une licence pour une transaction analogue à une transaction qui a été refusée par un ou plusieurs autres Etats membres au cours des trois dernières années pour une des raisons spécifiées à l'article 4 de la présente loi, et que l'Etat membre ou les Etats membres ont communiquée officiellement, la Belgique consultera ce(s) dernier(s). Si, après consultation, la Belgique décide néanmoins d'accorder une licence, elle en informera l'Etat membre ou les Etats membres ayant refusé l'exportation antérieure, en fournissant une argumentation détaillée. Le caractère confidentiel des refus et des consultations visés ci-dessus doit être préservé.

Le cas échéant, il peut être tenu compte des incidences de cette licence sur les intérêts économiques, sociaux, commerciaux et industriels de la Belgique, sans toutefois que ces facteurs puissent avoir une influence sur la manière dont les critères visés à l'article 4 sont appliqués.

Art. 4. Dans la même loi, les mots « à un usage militaire » sont chaque fois remplacés par les mots « à un usage militaire ou de maintien de l'ordre ». Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le matériel (usage militaire, maintien de l'ordre, matériel à double usage et leurs composantes), ainsi visé. Cet arrêté royal entre en vigueur en même temps que la présente loi.

A l'article 3 de la même loi, modifié par la loi du 25 mars 2003 entre les mots « licences visées dans ce titre, » et les mots « de même que », sont insérés les mots « ainsi que les cas dans lesquels les licences d'exportation ou de transit sont accordées selon des procédures simplifiées et accélérées. »

Art. 5. L'article 17 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 17. Le gouvernement remet annuellement aux Chambres législatives fédérales un rapport sur l'application de la présente loi.

Ce rapport comprendra entre autres les éléments suivants :

- l'évolution des exportations;
- une analyse du commerce mondial et européen en matière d'armements;
- les données relatives aux exportations, importations et au transit pour la Belgique;
- les problèmes particuliers qui se sont posés;
- les éventuelles modifications de la réglementation et des procédures en Belgique;
- les initiatives internationales et européennes;
- l'application du code de conduite européen.

Dans le rapport visé, un chapitre distinct sera consacré à l'exportation de matériel et de technologies qui visent, dans le pays de destination, le développement de la capacité de production pour l'armement, les munitions et le matériel spécialement destiné à un usage militaire.

Le rapport susvisé comportera en outre un chapitre distinct consacré au suivi du respect des dispositions de la présente loi concernant le détournement de l'équipement concerné à l'intérieur des pays de destination et le respect de la clause de non-réexportation.

En outre, le gouvernement fournira tous les six mois un rapport concernant les licences accordées et refusées pour les marchandises relevant de la présente loi, avec, pays par pays, le montant total et le nombre de licences réparties par catégorie de destination et par catégorie de matériel.

e) ernstig gevaar bestaat voor afwending binnen het land of het land bewezen heeft de clause van niet-wederuitvoer niet na te leven.

§ 2. Er wordt rekening gehouden met de technische en economische capaciteit van het ontvangende land, de legitieme behoeften van een land inzake veiligheid en defensie en de wenselijkheid deze te voldoen met zo gering mogelijke aanwending van menselijk en economisch potentieel voor bewapening. »

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel *4bis* gevoegd luidend als volgt :

« Art. 4bis. België verspreidt langs diplomatieke weg details over vergunningen die geweigerd worden op grond van de gedragscode van de Europese Unie betreffende wapenuitvoer voor militair materieel en licht daarbij toe waarom de vergunning is geweigerd. Voor de mededeling van de details wordt gebruik gemaakt van het model in bijlage A van de Europese gedragscode.

Alvorens een vergunning voor een gelijkaardige transactie wordt verleend die de afgelopen drie jaar door een of meer andere EU-lid-Staten geweigerd is voor één van de redenen vermeld in artikel 4 van deze wet en waarvoor de betrokken lid-Staat of lid-Staten een officiële mededeling hebben verschaft, wordt die lid-Staat of lid-Staten geraadpleegd. Wordt besloten na raadpleging toch een vergunning te verlenen, dan wordt eerst die EU-lid-Staat of lid-Staten van de oorspronkelijke weigering(en) op de hoogte gebracht en een gedetailleerde motivering gegeven. De weigeringen en raadplegingen moeten vertrouwelijk blijven.

Waar dat passend is mag rekening worden gehouden met het effect op de economische, sociale, commerciële en industriële belangen van België, zonder dat deze factoren van invloed mogen zijn op de toepassing van de in artikel 4 bepaalde criteria.

Art. 4. In dezelfde wet worden de woorden « voor militair gebruik » telkens vervangen door de woorden « voor militair gebruik of voor ordehandhaving ». De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad welk materieel (militair gebruik, ordehandhaving, tweërlei gebruik en hun componenten), wordt bedoeld. Dit koninklijk besluit treedt in werking gelijktijdig met deze wet.

In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 maart 2003, worden de woorden « met inbegrip van de gevallen waarin de export- en doorvoervergunningen worden toegekend volgens vereenvoudigde en versnelde procedures » ingevoegd tussen de woorden « vergunningen bedoeld in deze titel » en het woord « alsook ».

Art. 5. Artikel 17 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. De regering brengt ieder jaar verslag uit aan de federale Wetgevende Kamers over de toepassing van deze wet.

Dit verslag zal onder meer volgende elementen bevatten :

- de ontwikkeling van de export;
- een analyse van de wereldhandel en de Europese handel in wapens;
- de gegevens over de Belgische uitvoer, invoer en doorvoer;
- de bijzondere problemen die zijn gerezen;
- de eventuele wijzigingen van de reglementering en de procedures in België;
- de internationale en Europese initiatieven;
- de toepassing van de Europese gedragscode.

In bedoeld verslag zal een apart hoofdstuk worden gewijd aan de uitvoer van materieel en technologie die de uitbouw van een productiecapaciteit voor wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel in het land van bestemming ten doel hebben.

In bedoeld verslag zal ook een afzonderlijk hoofdstuk gewijd worden aan de opvolging van de naleving van de bepalingen in deze wet omtrent de afwending binnen het land van bestemming en de naleving van de clause van niet-wederuitvoer.

Bijkomend zal de regering zesmaandelijks verslag uitbrengen over de verstrekte en geweigerde vergunningen voor de goederen die onder deze wet vallen, met land per land het totaal bedrag en het aantal vergunningen ingedeeld per categorie van bestemming en per categorie van materieel.

Le rapport visé, présenté tous les six mois, fera en outre mention de manière distincte de la délivrance et du refus d'octroi de licences pour l'exportation de matériel et de technologies qui visent, dans le pays de destination, le développement de la capacité de production pour l'armement, les munitions et le matériel spécialement destiné à un usage militaire.

Sans préjudice des dispositions précitées, il sera veillé à ce qu'aucune information préjudiciable aux entreprises concernées ne soit communiquée. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre des Affaires étrangères,
L. MICHEL

Le Ministre de l'Economie, et de la Recherche scientifique,
chargé de la Politique des Grandes Villes,
Ch. PICQUE

La Ministre, adjointe au Ministre des Affaires étrangères,
et chargée de l'Agriculture,
Mme A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, 50-2083, n° 1. — Amendements, 50-2083, n°s 2 et 3. — Errata, 50-2083, n° 4. — Rapport, 50-2083, n° 5. — Texte adopté par la commission, 50-2083, n° 6. — Amendements présentés après dépôt du rapport, 50-2083, n° 7. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 50-2083, n° 8.

Annales parlementaires. — 15 et 16 janvier 2003.

Sénat

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, 2-1425, n° 1. Amendements, 2-1425, n° 2. — Rapport fait au nom de la commission, 2-1425, n° 3. — Décision de ne pas amender, 2-1425, n° 4.

In bedoeld zesmaandelijks verslag zal tevens apart melding worden gemaakt van de afgifte en de weigering van vergunningen voor de uitvoer van materieel en technologie die de uitbouw van een productiecapaciteit voor wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel in het land van bestemming ten doel hebben.

Onverminderd de hierboven vermelde bepalingen, zal erover worden gewaakt dat er geen informatie zal worden meegedeeld waardoor de ondernemingen schade wordt berokkend. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL

De Minister van Economie, en Wetenschappelijk Onderzoek,
belast met het Grootstedenbeleid,
Ch. PICQUE

De Minister, toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken,
en belast met Landbouw,

Mevr. A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel, 50-2083, nr. 1. — Amendementen, 50-2083, nrs. 2 en 3. — Errata, 50-2083, nr. 4. — Verslag, 50-2083, nr. 5. — Tekst aangenomen door de commissie, 50-2083, nr. 6. — Amendementen voorgesteld na indiening van het verslag, 50-2083, nr. 7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 50-2083, nr. 8.

Parlementaire Handelingen. — 15 en 16 januari 2003.

Senaat

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 2-1425, nr. 1. — Amendementen, 2-1425, nr. 2. — Verslag namens de commissie, 2-1425, nr. 3. — Beslissing niet te amenderen, 2-1425, nr. 4.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2003 — 2769

[C — 2003/09420]

2 AVRIL 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 mars 1993 réglementant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente

RAPPORT AU ROI

Sire,

La modification de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente implique une modification de son arrêté royal d'exécution du 8 mars 1993 réglementant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente. Le présent arrêté répond à ces préoccupations.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2003 — 2769

[C — 2003/09420]

2 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 1993 tot regeling van de in-, uit-, en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wijziging van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie heeft een wijziging tot gevolg van het koninklijk uitvoeringsbesluit ervan van 8 maart 1993 tot regeling van de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie. Dit besluit wijzigt voornoemd koninklijk besluit.